

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
30907 NÎMES Cedex 02

NÎMES, le 10/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SOCIETE DES CARRIERES VAUCLUSIENNES**

115 rue de la Source  
BP 60029  
St Saturnin les Avignon  
84270 Vedène

Références :  
Code AIOT : 0006600767

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2023 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES VAUCLUSIENNES implanté lieu-dit "La Montagne" 30150 Sauveterre. L'inspection a été annoncée le 16/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre du suivi de la mise en demeure prise par l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2022. L'inspection a également porté sur le suivi de la surveillance environnementale concernant les poussières et la réalisation des tirs d'explosifs.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DES CARRIERES VAUCLUSIENNES
- lieu-dit "La Montagne" 30150 Sauveterre
- Code AIOT : 0006600767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 8 janvier 2019 pour une durée de 30 ans. Elle exploite des matériaux calcaires à ciel ouvert destinés au marché du BTP (centale à béton etc).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites données à l'arrêté de mise en demeure n°22-057-DREAL du 29 septembre 2022,
- surveillance environnementale (art. 19 de l'AM du 22 septembre 1994),
- Explosifs (art. 11.4 de l'AM du 22 septembre 1994 et 7.4 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2019)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Poussière	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 3.2.1	/	Lettre de suite préfectorale
3	Explosif	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 7.4	/	Lettre de suite préfectorale
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 5.1.3 et 5.1.4	/	Lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eau – APMD	AP de Mise en Demeure du 29/09/2022, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le suivi de la mise en demeure, l'exploitant a présenté le bilan du prélèvement des eaux pour l'année 2022. Ce bilan montre que le niveau de prélèvement est redevenu conforme à la limite autorisée par l'arrêté préfectoral. Ainsi, il est proposé de lever la mise en demeure prise par arrêté préfectoral du 22 septembre 2022. Une réponse formelle à l'application de cet arrêté est néanmoins attendue de la part de l'exploitant. La visite a révélé également des points nécessitant des réponses sur le bon respect des conditions de mesure du suivi environnemental, un renforcement de la traçabilité des dispositions concernant les tirs de mine, l'évacuation des déchets entreposés au sol de la carrière.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/09/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantité d'eau consommée annuellement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  La Société des Carrières Vauclusiennes est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées au lieu-dit « La Montagne » sur le territoire de la commune de Sauveterre, aux prescriptions de l'article 14.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°19-001N du 8 janvier 2019, sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le bilan de la consommation d'eau réalisé au cours de l'année 2022. Cette consommation s'établit à 8824 m3. Elle a été ainsi abaissée en dessous de la limite maximale autorisée. En ce sens, les dispositions visées par l'arrêté de mise en demeure ont été respectées. Il est proposé de lever la mise en demeure de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2022.</p> <p>L'exploitant a mis en place à la fois des mesures organisationnelles et d'amélioration de la gestion des eaux afin de rétablir une consommation de l'eau respectant l'autorisation accordée.</p> <p>Le prélèvement s'effectue à l'aide d'un forage situé en dehors du périmètre ICPE équipé d'un système de comptage à sa sortie. Un second compteur est installé au niveau de la cuve tampon située à proximité de l'installation primaire de concassage. Il est ainsi possible de connaître l'affectation de l'usage de l'eau sur la carrière.</p>
Délai de réponse : 1 mois
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 2 : Poussière



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance environnementale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de surveillance comprend :- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur mentionnée ci-dessous, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur mentionnée ci-dessous et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel mentionné ci-dessous du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au présent article. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au présent article, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p>La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au maximum.</p> <p>La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p> <p>En tout état de cause, ce réseau est exploité conformément aux procédures qualité en vigueur au sein du dispositif français de surveillance de la pollution atmosphérique. Les données ainsi produites sont communiquées à la banque nationale des données sur la qualité de l'air selon les formats préconisés par l'ADEME.</p> <p>Le réseau de surveillance des retombées poussières sédimentables dans l'environnement constitué par 4 points de mesure équipés de jauges Owen mis en place suivant le plan joint en annexe III.</p> <p>Cette implantation pourra, au besoin, être adaptée en accord avec l'inspecteur des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Les résultats sur l'année 2022 concernant la surveillance environnementale respectent les valeurs réglementaires. Le rapport établi par PRONETEC montre néanmoins que la mesure n°3 a été effectuée du 11 juillet au 3 août, ne respectant pas ainsi une durée de prélèvement de 30 jours réglementaire, visée à l'article 19.6 de l'AM du 22/09/94.</p> <p>il est rappelé à l'exploitant de respecter l'intégralité des dispositions réglementaires dans les prochaines mesures.</p> <p>Délai de réponse : 2 mois</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

### N° 3 : Explosif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, abattage à l'explosif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'abattage du gisement étant réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir. L'exploitant doit prendre en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Par ailleurs, des mesures d'évacuation des personnes et de condamnation d'accès aux abords de l'exploitation situés dans un périmètre de sécurité défini, sont prévues pendant les tirs de mines. Les chemins d'accès inclus dans ce périmètre de sécurité seront fermés. Lors des tirs, le personnel s'assure qu'aucune personne ni aucun engin ou machine ne se trouve dans les abords du site. Des signaux réglementaires (sirène ou corne) préviennent l'imminence d'un tir. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan de tir concernant le tir réalisé le 15 mars 2021. Ce plan de tir reste insuffisamment détaillé, notamment en ce qui concerne les résultats des opérations de foration réalisées pour la réalisation des trous permettant le chargement des explosifs. En effet, il n'est pas possible de tracer les discontinuités et la lithologie de la roche résultant de cette opération.</p> <p>Par ailleurs, le cahier tenu à jour des opérations de consignation des explosifs doit être rempli de façon à respecter les exigences de l'article 15 du décret 80-331 du 7 mai 190 portant règlement général des industries extractives. Notamment, l'exploitant indique les quantités de produits entrants, les quantités de produits utilisés et les quantités de produits sortants et mis en consignation.</p> <p>Enfin, l'exploitant doit posséder sur le site les fiches de données de sécurité relatives aux explosifs utilisés.</p>
Délai de réponse : 2 mois
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites



N° 4 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 5.1.3 et 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets non dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 5.1.3: conception et exploitation des installations d'entreposage inertes des déchets Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.  Art. 5.1.4 : déchets gérés à l'extérieur de l'établissement L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.
<b>Constats :</b> Des déchets mélangeants ferrailles, plastiques et autres DIB sont posés au sol, sans séparation ni enterposés dans des bennes dédiées. Il est demandé de mettre en place un dispositif de collecte, tri et expédition de ce type de déchet conformément à la réglementation en vigueur. Un registre assurant la traçabilité est également mis en place.  Une photo mise en annexe présente la situation constatée.  Délai de réponse : 2 mois
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites



Annexe : photo des DIBS présents sur la carrière

